

## RÉSUMÉ DE SESSION

---

### ■ DÉBAT AUTOUR DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

- ◆ **Panel 1 : Perspectives économiques**
- ◆ **Panel 2: Renouer avec le plein emploi**

Mercredi 25 mai 2011

Animateur du débat : **Chris Giles**, Rédacteur en chef économique, *Financial Times*, Royaume-Uni

#### ◆ **Panel 1: Perspectives économiques**

Membres du panel : **Andrus Ansip**, Premier ministre, Estonie

**Ali Babacan**, Vice-Premier ministre, Turquie

**Felipe Larraín**, Ministre des Finances, Chili

**Olli Rehn**, Commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, UE

**Stanley Fischer**, Gouverneur de la Banque d'Israël

**Richard Trumka**, Président, TUAC; Président, American Federation of Labor & Congress of Industrial Organizations

Ouvrant cette session, **Chris Giles**, l'animateur du débat, affirme que l'économie mondiale se trouve toujours en convalescence suite à la pire récession qu'elle ait connue depuis la seconde guerre mondiale. Parmi les économies avancées, certaines ont retrouvé leur taux de croissance d'avant la crise, mais d'autres sont encore à la traîne. L'expansion est beaucoup plus rapide dans la plupart des marchés émergents que dans les pays développés. Selon la majorité des membres du panel, la reprise économique dans de nombreux pays va fortement dépendre de la réduction des déficits et de la dette. Comme le résume **Stanley Fischer**, « les pays qui étaient en bonne santé [avant la crise] s'en sont sortis plutôt vite ». La convergence internationale intervient plus rapidement, soumettant les autres pays à de nouvelles normes.

**Olli Rehn** insiste sur le fait que les mesures européennes prises pour faire face aux crises financières de l'Irlande, du Portugal et de la Grèce ont eu une certaine efficacité. « Nous avons réussi ces quinze derniers mois à contenir la propagation de l'incendie financier ». M. Rehn fait également remarquer que s'il a été possible de préserver la reprise économique actuelle en Europe, « il reste encore beaucoup à faire ». Aujourd'hui, le problème le plus difficile à résoudre est toujours celui de la Grèce. « L'Europe est divisée en deux : les régions du Centre, du Nord et de l'Est, qui ont connu une reprise solide et soutenue. Les pays du Sud, qui sont, en revanche, confrontés à de sérieuses difficultés en raison de la crise de la dette souveraine ».

Interrogé sur la question de savoir si les réformes adoptées par l'Estonie en vue de rejoindre la zone euro ont été profitables, **Andrus Ansip** répond qu'elles ont permis au pays de surmonter la crise financière.

« Nous avons dû diminuer les dépenses publiques et effectuer des réformes structurelles », déclare-t-il. Pendant la crise, les investisseurs finlandais et suédois se sont inquiétés d'une possible dévaluation de la couronne estonienne. Pour lever ces inquiétudes, l'Estonie a décidé de rejoindre la zone euro au plus vite. Le pays a « riposté immédiatement, plutôt que de remettre les décisions à plus tard, ce qui aurait été plus douloureux ». Aujourd'hui, l'Estonie attire encore plus les investisseurs étrangers directs.

Même si le Chili n'a pas été lourdement touché par la crise financière et a joui de finances publiques relativement saines, les autorités ont effectué quelques coupes dans les dépenses cette année. Celles-ci n'étaient pas destinées à améliorer les finances publiques, mais visaient plutôt à alléger la charge pesant sur la politique monétaire pour neutraliser les importantes entrées de capitaux, explique **Felipe Larraín**. Évoquant le problème des pays lourdement endettés, leurs espoirs de résoudre le problème de la dette par la croissance sont illusoire. « Cela est pratiquement impossible pour ces pays... », déclare M. **Larraín**. Beaucoup de gouvernements sont encore confrontés à des choix difficiles.

De l'avis de **Richard Trumka**, le déficit et la dette sont des problèmes moins graves que celui du niveau élevé des taux de chômage sévissant dans plusieurs pays de l'OCDE. Il faut se méfier des « coupes budgétaires irréflechies effectuées pour réduire les déficits. « Nous avons besoin d'investissements ciblés sur la création d'emplois ». Aux États-Unis, par exemple, il existe quatre sources de croissance : la consommation des ménages, l'investissement, les exportations nettes et les dépenses publiques. Les deux premières sont contrariées par la récession, la troisième est négative depuis au moins une dizaine d'années et la dernière ne doit donc pas être brutalement entravée. « Si aucune ne contribue [à la croissance], la récession pourrait reprendre de plus belle ».

La discussion s'oriente ensuite vers le problème des flux de capitaux potentiellement déstabilisateurs et la question de la mise en place de contrôles pour prévenir les dommages économiques dans les pays bénéficiaires est évoquée. M. Larraín estime que l'appréciation monétaire observée dans certaines économies a fait craindre l'apparition d'un « syndrome hollandais », caractérisé par une surévaluation de la monnaie qui étouffe l'activité dans les secteurs économiques tributaires du commerce. Faisant sienne l'analyse de M. Larraín, M. Fischer explique qu'après avoir suivi une politique non interventionniste pendant des années, Israël s'est vu obligé de faire face à une appréciation de sa monnaie de 25 % au milieu de 2008 en intervenant sur le marché des changes.

M. Fischer félicite l'OMC d'avoir contenu les tendances protectionnistes qui se sont manifestées au niveau mondial après la crise et appelle à la création d'une organisation internationale du même type dédiée au problème des flux de capitaux déstabilisateurs. « Tant que nous ne parviendrons pas à un accord international, nous serons confrontés à ce problème à chaque nouvelle crise ».

M. Ansip signale cependant que l'Estonie n'a pas pris de mesures de contrôle des capitaux pendant la crise financière. « Nous n'avons eu recours à aucune restriction sur les mouvements de capitaux ».

M. Trumka considère qu'à en juger par les politiques qui sont actuellement menées par les pouvoirs publics, « c'est presque comme si la crise n'avait pas existé ». Il affirme que les mesures préconisées par les intervenants, qu'il qualifie de « néolibérales », sont les mêmes que celles qui ont mené à la crise financière.

-----

◆ **Panel 2: Renouer avec le plein emploi**

Membres du panel : **Danilo Türk**, Président, République de Slovénie

**Jan Björklund**, Ministre de l'Éducation et de la recherche, Vice-Premier ministre, Suède

**Mari Pangestu**, Ministre du Commerce, Indonésie

**Ernesto Cordero Arroyo**, Ministre des Finances et du crédit public, Mexique

**Harold (Terry) Migra**, Président-directeur général, The Migra-Hill Companies; Président, USCIB; Président, BIAC

En ouverture du second débat, l'animateur **Chris Giles** rappelle aux membres du panel et à l'audience la nécessité de procéder à des réformes structurelles et de renforcer la compétitivité dans les domaines à forte intensité de main d'œuvre afin d'atténuer les problèmes de chômage. Se joignant à la discussion, **Harold (Terry) Migra** évoque les mesures que les gouvernements devraient mettre en place pour aider les entreprises à créer des emplois. Il faudrait, à son avis, développer tout particulièrement le secteur privé, et surtout les petites et moyennes entreprises. « Les gouvernements doivent créer des conditions propices au développement et à l'investissement des entreprises », notamment grâce aux politiques fiscales, à des réglementations plus homogènes et, plus généralement, à des mesures propres à stimuler la productivité. M. McGraw insiste sur l'importance d'investir dans la technologie et l'éducation, en particulier dans la formation numérique. Les gouvernements doivent également, à son avis, encourager la coopération des secteurs publics et privés.

**Danilo Türk** aborde la question des difficultés politiques auxquelles sont confrontés les gouvernements lors de l'introduction de réformes structurelles. Faisant part de son expérience en Slovénie, il affirme que « la population n'est pas encore prête à accepter les réformes. C'est un véritable problème politique ». Il faudrait que les électeurs se fassent à l'idée que des changements sont nécessaires.

L'animateur interroge alors les deux ministres du Commerce présents, la suédoise **Ewa Björling** et l'indonésienne **Mari Pangestu**, quant à la nécessité de libéraliser les échanges pour permettre un développement de l'emploi. Mme Pangestu souligne que, même si le commerce est un bon moyen de développer l'emploi, le chômage est resté élevé en Indonésie malgré le développement des échanges et l'accélération de la croissance économique, ce qui témoigne de la nécessité de mettre en place des politiques ciblées de soutien à l'emploi. Elle souligne en particulier que les pays en développement qui n'ont pas une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour instaurer des systèmes de compensation directe pour ceux qui pâtissent du libre-échange doivent opter pour des subventions ciblées et des politiques complémentaires afin d'encourager le développement des petites et moyennes entreprises nationales et stimuler ainsi l'emploi.

Mme Björling souligne la nécessité de « poursuivre sur la voie du libre-échange et d'éviter toute velléité protectionniste » et recommande fortement à l'Union européenne de se concentrer davantage sur la dimension extérieure, sur le développement de sa compétitivité mondiale et sur la fourniture de ressources pour la recherche.

Tirant les enseignements de la récession au Mexique, **Ernesto Cordero Arroyo** fait remarquer qu'un assouplissement modéré et ciblé de la politique budgétaire s'est révélé relativement efficace pour combattre l'augmentation du chômage. Tout en maintenant un déficit budgétaire inférieur à 1 % du PIB, le Mexique a mis en place une série de politiques ciblées destinées à favoriser l'accès à l'emploi et à protéger les emplois existants. Même si le chômage a augmenté, la hausse n'a pas atteint la moitié de celle observée lors de la récession précédente. Parmi les mesures prises pour soutenir le secteur privé figuraient des transferts de fonds entre lignes budgétaires, une augmentation de l'offre de crédit et la

réalisation de quelques investissements dans les infrastructures. Cependant, sur le long terme, « une productivité élevée est nécessaire pour créer des emplois ». L'innovation et l'investissement dans le capital humain permettent d'atteindre ces objectifs.

Pour finir, l'animateur du débat demande aux membres du panel de faire part de leurs recommandations en vue d'une amélioration efficace des systèmes éducatifs. La plupart d'entre eux s'accordent à reconnaître qu'il existe souvent un décalage entre les compétences acquises dans l'enseignement supérieur et celles qui sont requises par le marché du travail et qu'il faut donc privilégier davantage les disciplines technologiques dans le système éducatif. Mme Pangestu soulève également le problème de l'égalité des sexes dans l'éducation en Indonésie. M. Türk fait remarquer que la Slovénie doit investir dans l'enseignement supérieur pour développer l'esprit d'entreprise parmi la jeunesse. Mme Björling acquiesce, tout en soulignant que si la Suède a acquis une très solide expérience en matière de recherche et développement, le bilan de la commercialisation des résultats obtenus dans ce domaine est beaucoup moins impressionnant.